

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

DISPOSITIONS GENERALES (D.G)

Communes à tous les lots

Maître d'ouvrage

MINISTERE DES ARMÉES

Conducteur d'opération

CERCLE MIXTE DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE

Objet du marché

CASTELNAUDARY (11)
4ème Régiment Etranger
Quartier Capitaine Danjou – Bâtiment n° 0026
Rénovation de la cuisine du château des Cheminières

DISPOSITIONS GENERALES

COMMUNES A TOUS LES LOTS

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'OPERATION :	4
1.1. OBJET DES PRESENTES ENTREPRISES :	4
1.2. ETENDUE DES TRAVAUX :	4
1.3. DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX :	4
1.4. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT :	4
ARTICLE 2. PRESENTATION DU MARCHÉ :	5
2.1. CCTP :	5
2.2. ALLOTISSEMENT :	5
ARTICLE 3. BUREAUX D'ETUDES :	5
3.1. COORDINATION DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE :	5
3.2. ETUDE AERAUQUE :	6
ARTICLE 4. CLAUSES ET PRESCRIPTIONS GENERALES :	6
4.1. GENERALITES :	6
4.2. DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ :	6
4.3. PLANS JOINTS AU MARCHÉ :	9
4.4. MISSION DE SYNTHESE :	9
4.5. PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DE CHAQUE LOT :	10
4.6. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ :	10
4.6.1. Pendant la période de préparation :	10
4.6.2. Pendant la durée des travaux :	11
4.6.3. Après achèvement des travaux :	11
ARTICLE 5. VISITES DES LIEUX :	12
ARTICLE 6. OFFRES DE PRIX :	12
ARTICLE 7. CONTRAINTES :	13
7.1. GENERALITES :	13
7.2. MODALITES ET CONTRAINTES D'ACCES :	13
7.2.1. Accès des personnels et des véhicules :	13
7.2.2. Accès au chantier :	13
7.2.3. Contraintes liées au site :	14
ARTICLE 8. PROTECTION INCENDIE :	14
ARTICLE 9. ESSAIS ET CONTROLES :	14
ARTICLE 10. PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION :	14
10.1. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES :	14
10.2. RESPONSABLE DU CHANTIER :	15
10.3. CONTROLE INTERNE :	15
10.4. ETAT DES LIEUX :	16
10.5. INSTALLATIONS ET AMENAGEMENT DU CHANTIER :	16
10.6. TRAITEMENT DES DECHETS :	17
10.7. ACCES AU CHANTIER :	18
10.8. BRANCHEMENT PROVISOIRES :	18
10.9. COUPURES DES FLUIDES :	18
10.10. MISE EN ŒUVRE DE SOURCES DE CHALEUR :	18
10.11. POINT PARTICULIER DES PRODUITS DANGEREUX :	19
10.12. RESERVATIONS, PERCEMENTS ET TROUS :	19
10.13. NIVEAU D'ARASE DES SOLS :	19

ARTICLE 11. PROTECTION DES PERSONNES :	19
ARTICLE 12. PROTECTION DES OUVRAGES :	19
UN PROCES-VERBAL SERA REALISE, ENTRE LE MAITRE D'ŒUVRE ET LE TITULAIRE, EN PERIODE DE PREPARATION, CONCERNANT LES MATERIELS EN PLACE, EN COMPLEMENT DE L'ARTICLE 08.4 : ETAT DES LIEUX.	20
ARTICLE 13. NETTOYAGE :	20
13.1. NETTOYAGE AVANT LES OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION, (OPR):	20
13.2. NETTOYAGE FINAL AVANT LA LIVRAISON :	21
ARTICLE 14. FORMATION DES UTILISATEURS ET DES CHARGES DE MAINTENANCE :	21
ARTICLE 15. GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE :	21

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'OPERATION :

1.1. Objet des présentes entreprises :

Le présent marché a pour objet : l'exécution des travaux de démolitions, dépollutions, gros-œuvre, second œuvre, le remplacement des montes-charges, de menuiseries, de plomberies, de chauffage, de ventilations, de chambre froide, du matériel du commissariat des armées, la révision d'un monte-charge et la réhabilitation électrique, dans le cadre de la rénovation de la cuisine du château des Cheminières, (bâtiment n° 026), situé au sein du 4^{ème} Régiment Etranger à CASTELNAUDARY, (11).

1.2. Etendue des travaux :

Les prestations à la charge des présents corps d'états, comprennent l'exécution de tous les travaux décrits ci-après, ainsi que tous les ouvrages annexes et accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite de l'œuvre, dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur.

Les entreprises se doivent de s'informer sur l'ensemble des travaux, leur importance, leur nature et suppléer par leurs connaissances techniques et professionnelles, aux détails qui pourraient être omis sur les plans et devis descriptifs.

En conséquence, elle ne pourra jamais arguer, que des erreurs ou omissions aux plans et CCTP, puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état, ou fassent l'objet d'une demande d'augmentation de prix.

1.3. Description sommaire des travaux :

L'opération consiste à la rénovation de la cuisine du château des Cheminières du 4^{ème} Régiment Etranger.

Les objectifs de l'opération sont :

- Le déplacement de la plonge ;
- La sectorisation des locaux de niveaux d'hygiène différents ;
- La révision et le remplacement de montages-charges ;
- Le remplacement de ventilations, radiateurs, revêtements de sols, murs et plafonds suspendus des locaux du rez-de-chaussée et une partie du 1^{er} étage ;
- La réhabilitation électrique ;
- La création de locaux école ;
- La gestion des EU ;
- La reprise de canalisations d'évacuation des condensats.

1.4. Classement de l'établissement :

Le château n'est pas classé au titre des monuments historiques, mais le site est classé : « arborétum des Cheminières » depuis le 7/06/1958 par arrêté ministériel.

ARTICLE 2. PRESENTATION DU MARCHE :

2.1. CCTP :

Le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) vient préciser l'ensemble des prestations que l'entrepreneur doit prévoir dans son offre.

Les entreprises devront, notamment comprendre dans leurs offres, sous peine de nullité :

- L'ensemble des études et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages ;
- La découverte d'erreurs ou d'omissions dans le descriptif établi par le Maître d'œuvre, celui-ci devant être immédiatement informé de ces erreurs ou omissions. Dans tous les cas, l'entreprise s'engage à effectuer l'intégralité des travaux prévus au devis descriptif ou représentés sur les plans.

Les entreprises auront pris connaissance avant signature du marché de l'ensemble des documents contractuels et des conditions techniques générales.

2.2. Allotissement :

Les travaux de réalisation font l'objet du présent marché allotis. Il comporte 3 lots définis ci-après :

Désignation du lot	Objet du lot
LOT N° 01	Démolitions – Dépollutions – Gros-œuvre – Monte charges – Menuiseries – Second œuvre
LOT N° 02	Electricité
LOT N° 03	Plomberie – Chauffage – Appareils sanitaires – Ventilation – Climatisation – Chambre froide

Chaque entreprise titulaire d'un lot, devra prendre connaissance du contenu des deux autres lots, afin d'appréhender les interférences entre chaque corps d'états composant trois lots différents.

Les entreprises titulaires de plusieurs lots différents, peuvent être amenées à travailler en étroite collaboration pour certains éléments d'ouvrages, ou par exemple, la fourniture et la pose d'un élément, peut être séparée entre plusieurs lots.

ARTICLE 3. BUREAUX D'ETUDES :

3.1. Coordination de sécurité et protection de la santé :

La coordination, la sécurité et la protection de la santé, (S.P.S), sera assurée par le bureau ALPES Contrôles. Les entreprises devront se soumettre aux exigences du coordinateur S.P.S, tant au niveau de l'hygiène et de la sécurité sur le chantier, qu'en ce qui concerne les prestations, travaux et fournitures à prévoir dans le cadre de l'opération.

L'entreprise du lot n° 01, gros œuvre, aura à sa charge les installations nécessaires et conformes aux demandes du coordinateur SPS, pendant toute la durée du chantier.

3.2. Etude aéraulique :

Le titulaire du lot n° 03, devra une étude aéraulique pour visualiser et analyser en détails les mouvement d'air au niveau macroscopique, afin de dimensionner les réseaux de ventilations d'aspirations et d'insufflations et atteindre les meilleures performances.

Les travaux comprendront les études de :

- Vitesses linéaires ;
- Température ;
- Pression ;
- Humidité ;
- Concentration de contaminant ;
- Degrés coupe-feu pour la mise en place de clapets coupe-feu si nécessaire ;
- Taux de renouvellement de l'air en tous point, notamment aux productions chaudes, cuisinières, pièces humides, lave batterie et tunnel de lavage.

ARTICLE 4. CLAUSES ET PRESCRIPRIONS GENERALES :

4.1. Généralités :

Dans l'étude et l'exécution de son marché, les titulaires devront tenir compte des stipulations, Lois, décrets, Ordonnances, Circulaires Françaises, Normes Françaises Homologuées par l'AFNOR, documents Techniques Unifiés, etc..., applicables aux travaux décrits dans le présent document et en vigueur un mois avant la date de la remise d'offres, ainsi qu'aux Règles de l'Art.

Si en cours de travaux, de nouveaux documents entraient en vigueur, les titulaires devront en avertir le Maître d'œuvre, et établir un avenant correspondant aux modifications de façon à livrer à la mise en service, une installation conforme aux dernières dispositions.

4.2. Documents techniques applicables au marché :

Les travaux et fournitures devront être conformes à l'ensemble des prescriptions et textes réglementaires s'appliquant à ce type d'installation, dans l'édition en vigueur à la date de signature du marché, cette liste n'étant pas exhaustive :

- Les présents CCTP et dispositions générales communes à tous les lots ;
- Les documents cités dans chaque lot et section technique des CCTP ;
- Le rapport de :
 - o Repérage de plombs avant travaux n° 22026424, de l'entreprise Veritas, du 18/04/2024 fournie en annexe ;
 - o Diagnostics de :
 - Amiante fournie en annexe ;
 - Structurel fournie en annexe, permet d'évaluer la solidité, la capacité des éléments structurels, ainsi que leur potentiel, afin d'optimiser les éléments de décision, pour la destination des locaux et leurs aménagements ;
- Les documents cités dans les articles du CCAP ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, (CCAG Travaux) ;
- Le Cahier des clauses techniques générales, (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés, (CCS - DTU) ;
- Les Eurocodes ;

- Code de la construction et de l'habitation :
 - o Dispositions de sécurité et sanctions pénales ;
 - o Chapitre III du titre II du livre 1er, Art. R123.1 à 123.55 ;
- Code de l'urbanisme ;
- Code du travail, articles R4215-1 à R.4215.17, R.4216-21 et l'article R.4227-14 ;
- Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Directive relative aux machines : 98/37/CE et 2006/42/CE du 17/05/2006 ;
- Arrêté du
 - o 14 décembre 2011 relatif aux installations d'éclairage de sécurité ;
 - o 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité ;
- Normes françaises et européennes en vigueur, notamment :
 - o NF P 03-001 : règles applicables aux travaux de bâtiment ;
 - o NF C.15-100 : Règles d'exécution et d'entretien des installations basse tension ;
 - o NF C 15-103 : Choix des matériels en fonction des influences externes ;
 - o NF C 15-115 : Emploi des tuyaux isolants flexibles pour canalisations encastrées ;
 - o NF C15-131 : Installations des appareils d'utilisation alimentés par des circuits appartenant à des installations différentes ;
 - o NF C 20-010 : Degré de protection procuré par les enveloppes ;
 - o NF C 20-050 : Règles d'échauffement des matériels électriques ;
 - o NF S 32-001 Signal sonore d'évacuation d'urgence ;
 - o NF C 32-010 : Généralités sur les conducteurs ;
 - o NF C 32-200 : Conducteurs et câbles comportant une enveloppe et une gaine en polychlorure de vinyle ;
 - o NF S 48-150 blocs autonomes d'alarme sonore d'évacuation d'urgence ;
 - o NF EN 54 Système de détection et d'alarme incendie (toute partie en vigueur), et notamment :
 - NF EN 54-1 Systèmes de détection et d'alarme incendie – Partie 1 : introduction ;
 - NF EN 54-2 Systèmes de détection et d'alarme incendie – Partie 2 : Équipement de contrôle et de signalisation (ECS) ;
 - NF EN 54-4 Systèmes de détection et d'alarme incendie – Partie 4 : Équipement d'alimentation électrique ;
 - o NF EN 60-439.1 : Construction de tableaux basse tension ;
 - o NF S 61-930 : Systèmes concourant à la sécurité contre les risques d'incendie ;
 - o NF S 61-931 : Systèmes de Sécurité incendie - Dispositions générales ;
 - o NF S 61-932 : Systèmes de Sécurité incendie - Règles d'installation ;
 - o NF S 61-933 : Systèmes de Sécurité incendie - Règles d'exploitation et de maintenance ;
 - o NF S 61-934 : Centralisateurs de Mise en Sécurité Incendie(CMSI) ;
 - o NF S 61-935 : Systèmes de Sécurité incendie - Unités de signalisation (US) ;
 - o NF S 61-936 : Systèmes de Sécurité incendie - Équipements d'alarme (EA) ;
 - o NF S 61-937 : Systèmes de Sécurité incendie - Dispositifs Actionnés de Sécurité (DAS) ;
 - o NF S 61-938 : Systèmes de sécurité Incendie : Dispositifs de Commande Manuelle (DCM),
 - o NF S 61-950 : Matériels de détection d'incendie – Détecteurs, tableaux de signalisation et organes intermédiaires. Les organes non conformes à cette norme, devront poster l'estampille NF M.I.H. (Matériel d'Incendie Homologués)
 - o NF S 61-970 Règles d'installation des Systèmes de Détection Incendie (SDI)
 - o NFC 63-423 : Ensemble d'appareillage à basse tension - 3ème partie : Règles pour les ensembles d'appareillage BT destinés à être installés en des lieux accessibles à des personnes non qualifiées pendant leur utilisation. Tableaux de répartition ;
 - o NF EN 81-3 + A1 d'octobre 2008 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation d'ascenseurs, partie 3 : monte charges électriques et hydrauliques ;
 - o NF P 82 206 de mars 1986 : câbles en acier pour ascenseurs et monte-charge ;

- NF EN 81-3+A1 : règles de sécurité pour la construction et l'installation de montes charges électriques et hydrauliques dont la cabine est suspendue par des câbles ou des chaînes ou supportée par un piston ;
- DTU :
 - 20.1, (NFP 10.202) : Ouvrages en maçonnerie de petits éléments, parois et murs ;
 - 21, (NFP 18-201) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton ;
 - 26.1, (NFP 15.201) : Travaux de bâtiment - Travaux d'enduits de mortiers ;
 - 26.2, (NFP 14.201) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques ;
 - 52.1, (NFP 61-202) : Revêtements de sols scellés ;
 - 52.2 (NFP 61-204) : Pose collée des revêtements céramiques et assimilés ;
 - 70.1 : Installation électrique à usage des bâtiments ;
- Décrets du :
 - 02 Août 1983 relatif à l'éclairage des lieux de travail ;
 - 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques ;
 - 05 décembre 2008-1325 : Relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.

Lorsque pour un matériel déterminé, les normes prévoient l'attribution de la marque de conformité aux normes NF Electricité, NF SDI, NF SMSI ou de la marque de qualité USE, il ne doit être utilisé que du matériel revêtu de cette marque.

Lorsque, pour un matériel déterminé, les normes ne prévoient pas l'attribution de la marque de qualité aux normes NF, NF Electricité ou de la marque de qualité USE, la qualité de ce matériel doit être garantie par la présentation d'un procès-verbal de conformité aux normes, délivré par un organisme habilité à cet effet.

Les matériels doivent présenter toutes les qualités de solidité, de pérennité, d'isolement, de rendement et de bon fonctionnement désirables. Ils doivent notamment répondre aux réglementations ou spécifications techniques générales ou fondamentales concernant l'usage auquel ils sont destinés.

D'autre part, les matériels doivent être conformes aux normalisations CEM et doivent comporter l'estampille CE.

En conséquence, les constructeurs et installateurs sont tenus, chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations ou équipements soient réalisés en conformité avec les dispositions de la réglementation. Le contrôle exercé par l'administration, les textes, normes et règles en vigueur dont l'application, obligatoire est rappelée ou instituée par ces règlements ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement, (Art. R 123-43 du Code de la Construction - Décret du 31 mai 1978).

Les titulaires sont réputés connaître ces normes ainsi que toutes celles non citées ci-dessus. En cas d'absence de normes, d'annulation de celles-ci ou dérogations justifiées, les propositions des titulaires seront soumises au visa du maître d'œuvre.

Il peut être envisagé exceptionnellement de déroger à certaines dispositions, autres que celles assujetties à des exigences à caractère réglementaire, dès lors que le Maître d'ouvrage serait en mesure de justifier ce non-respect et statuera sur les éléments fournis.

4.3. Plans joints au marché :

Les plans joints au marché sont au nombre de 37, dont l'inventaire est défini ci-dessous :

DCE 1_Plan situation / Plan de masse	DCE 21_Niveau 0_Etat projeté_Chappe, carrelagès,faïences,tapis
DCE 2_Niveau R-1_Etat actuel_Zone de travaux	DCE 22_Niveau 0_Etat projeté_Plafonds suspendus
DCE 3_Niveau 0_Etat actuel_Zone de travaux	DCE 23_Niveau R+1_Etat actuel_Déposes, démolitions,menuiseries,gros-oeuvre
DCE 4_Niveau R+1_Etat actuel_Zone de travaux	DCE 24_Niveau R+1_Etat projeté_Dépose, démolitions,faïences et carrelagès
DCE 5_Niveau toiture terrasse_Etat actuel_Zone de travaux	DCE 25_Niveau R+1_Etat projeté_Fluides et réseaux
DCE 6_Niveau R+2_Etat actuel_Zone de travaux	DCE 26_Niveau R+1_Etat projeté_Menuiseries extérieures
DCE 7_Niveau R-1_Etat projeté_Désignation des locaux	DCE 27_Niveau R+1_Etat projeté_Cloisons
DCE 8_Niveau 0_Etat projeté_Désignation des locaux	DCE 28_Niveau R+1_Etat projeté_Menuiseries intérieures
DCE 9_Niveau R+1_Etat projeté_Désignation des locaux	DCE 29_Niveau R+1_Etat projeté_Chappes, carrelagès,faïences
DCE 10_Niveau R+2_Etat projeté_Désignation des locaux	DCE 30_Niveau R+1_Etat projeté_Plafonds suspendus
DCE 11_Niveau R-1_Etat actuel_Déposes et démolitions	DCE 31_Niveau Toitures terrasses_Etat actuel_Déposes et démolitions
DCE 12_Niveau R-1_Etat projeté	DCE 32_Niveau Toiture terrasse_Etat projeté_Etanchéité,groupe de VMC, insufflations hottes
DCE 12.1_Niveau R-1_Etat projeté_Fluides et Réseaux	DCE 33_Niveau R+2_Etat actuel_Dépose ,Démolition
DCE 13_Niveau 0_Etat actuel_Déposes de plafonds suspendus	DCE 34_Niveau R+2_Etat projeté_Gros-oeuvre ,second-oeuvre
DCE 14_Niveau 0_Etat actuel_Démolition / Dépose / GO	DCE 35_Niveau R-1_Etat projeté_Incendie / ELEC
DCE 15_Niveau 0_Etat actuel_Démolition et Déposes faïences / carrelagès	DCE 36_Niveau 0_Etat projeté_Incendie / ELEC
DCE 16_Niveau 0_Etat actuel_Déposes fluides et réseaux	DCE 37_Niveau R+1_Etat projeté_Incendie / ELEC
DCE 17_Niveau 0_Etat projeté_Fluides et réseaux	
DCE 18_Niveau 0_Etat projeté_Menuiseries extérieures	
DCE 19_Niveau 0_Etat projeté_Cloisons / Doublages	
DCE 20_Niveau 0_Etat projeté_Menuiseries intérieures	

4.4. Mission de synthèse :

Le titulaire du lot n° 01 assurera la collecte des plannings d'exécutions de chaque lot et chaque corps d'états, afin d'établir un planning global d'exécution, qui sera soumis à visa du Maître d'œuvre en période de préparation et à l'acceptation de chacun des trois titulaires.

Il devra la mise à jour de ce planning, à la demande du Maître d'œuvre, pendant toute la durée d'exécution des travaux.

En plus de l'ensemble de ses plans d'exécution, le titulaire du lot n° 01 devra réaliser les plans de synthèse, avec tous les autres lots et autres corps d'état, avant l'exécution des travaux.

Chaque lot, ou corps d'état, fournira pendant la période de préparation, ses plans d'exécution, version papier et informatisé, visés du Maître d'œuvre : bon pour exécution, au titulaire du lot n° 01, qui lui permettra d'établir ces plans de synthèse et de réaliser leur mise à jour tout au long de l'opération.

Avant la réception, le titulaire du lot n° 01 devra fournir au Maître d'œuvre, le dossier de plans des ouvrages exécutés, (DOE), des trois lots, suivant les prescriptions en annexe n° 01, des présentes dispositions générales.

4.5. Pièces à fournir par le titulaire de chaque lot :

Les documents présentés pour visa au Maître d'œuvre, doivent lui être présentés en 03 exemplaires papier, au minimum 15 jours avant le début d'exécution prévu par le titulaire et en nombre suffisant pour les documents communs à plusieurs lots.

Par ailleurs, le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander certains documents en papier et de façon dématérialisé, (format PDF, DWG pour les plans, Project pour les calendriers, etc...).

Les échantillons nécessaires au choix de matériaux, coloris, etc... doivent être présentés au Maître d'œuvre, au minimum 15 jours avant la commande de ces matériels et matériaux. Les avis techniques, fiches techniques, etc..., doivent avoir été visés par le Maître d'œuvre au préalable, avant la commande et la mise en œuvre.

4.6. Documents à fournir par le titulaire du marché :

4.6.1. Pendant la période de préparation :

- Les plans de :
 - Prévention de sécurité et protection de la santé, de chaque titulaire et sous-traitant ;
 - Installations et aménagement de chantier à la charge du lot n° 01 ;
- Attestations de :
 - Visites sur site de :
 - Repérages de tous les réseaux par les lots concernés et prise en compte des contraintes liées à l'existant, pour élaboration des études d'exécution et travaux ;
 - Evaluation des contraintes d'encombrements, de singularités liées au type de travaux ;
- Les assurances en cours de validité pour les travaux à exécuter ;
- L'échéancier financier prévisionnel des acomptes mensuels ;
- Les fiches techniques de produits ;
- Les justificatifs de démarches auprès des éventuels intervenants extérieur, (Edf, Gdf, Eau, DICT... ;
- La liste des :
 - Personnels, compris :
 - Cartes d'identité ;
 - Demande de contrôle élémentaire, fiche de contrôle élémentaire, (FICE), à transmettre renseignée au début de la période de préparation ;
 - Véhicules, compris cartes grises ;
- La copie des documents remis au C-SPS et à l'inspection du travail dans les armées : contrôleur général des armées.

Tous les documents cités ci-dessous, doivent être impérativement visés par le Maître d'œuvre, avant toute exécution, en respect les stipulations de l'article 29.1.5 du CCAG travaux :

- Le planning d'exécution :

- Les contraintes de chaque lot devront être prises en compte, indications des mentions suivantes : jalons de remises des documents, actes spéciaux de sous-traitance, remise de documents au Maître d'œuvre, exécution des travaux, etc.... ;
- Chaque lot établira son planning, en tenant compte de la co-activité avec les autres corps d'états des autres lots, qu'il remettra ensuite au lot n° 01 pour synthèse, qui le remettra au Maître d'œuvre pour VISA ;
- Notes de calculs ;
- Plans et études de détails ;
- Plans de réservations ;
- Implantation de réseaux ;
- Schémas :
 - Electrique ;
 - Gaz ;
 - Plomberie, eaux usées, eau potable ;
 - Chauffages ;
 - VMC, insufflation ;
- Avis techniques sur les matériaux et les procédés ;
- Les notices techniques des matériaux et matériels ;
- Les nuanciers et échantillons.

La période d'exécution des travaux, ne pourra débuter qu'une fois tous les documents remis et diverses démarches effectuées, par les titulaires de chaque lot et chaque section technique.

4.6.2. Pendant la durée des travaux :

- Un exemplaire du DOE, (dossier des ouvrages exécutés), sera mis à disposition dans le local réunion de chantier à la charge de chacun des titulaires. Il sera complété au fur et à mesure de l'établissement et de la fourniture des documents. Un sommaire, faisant apparaître la liste des documents, sera placé en tête de ce classeur ;
- L'entrepreneur effectuera toutes les démarches nécessaires concernant ces installations auprès des différentes administrations, (autorités sanitaires, distributeurs d'énergie, etc...), pour que les installations puissent être en fonctionnement à l'ouverture des locaux ;
- Les différents résultats des essais demandés au C.C.T.P. et C.C.A.P ;
- La planification, éventuellement mise à jour de chacune de ces tâches d'exécution, et le calendrier général d'exécution, (les contraintes de chaque lot devront être prises en compte), par le lot n° 01.

4.6.3. Après achèvement des travaux :

En complément à l'article 40 du CCAG travaux et avant la réception des travaux, il sera fourni le Dossier des Ouvrages Exécutés, (DOE), conformément aux spécifications de l'annexe n° 01 des dispositions générales.

Chaque titulaire d'un lot devra remettre au lot n° 01, ses plans du DOE, suffisamment tôt pour permettre la réalisation des plans de synthèses, à charge du titulaire du lot n° 01.

Le DOE comprendra au minimum les informations permettant de connaître :

- Les consignes détaillées de fonctionnement des installations permettant à toute personne chargée de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission, ainsi que les garanties sur les différents matériels mis en œuvre (y compris les périodes d'intervention à prévoir pour la maintenance des installations) ;
- Les notices techniques et la nomenclature des pièces de tous les matériels ;

- Les notices d'entretien des matériels comprendront notamment : armoires, appareils d'éclairage, disjoncteurs, matériels de télédistribution, appareillage de chauffage, ventilation, plomberie, etc...
- L'entrepreneur remettra également les recettes des matériels, les rapports de mesures.
- Il devra également remettre les plans de recollements mis à jour, les plans des constructeurs de matériels (tableau BT, tableau des armoires électriques, etc.)
- Un jeu de plans des schémas électriques sera également laissé dans les armoires électriques.
- Les différents résultats des essais demandés au C.C.T.P. et CCAP et analyse d'eau potable.
- Les contrats de maintenances des matériels installés.

Chaque titulaire d'un lot aura à sa charge la fourniture de justificatifs, permettant l'obtention des certificats d'économie d'énergie, (factures, bons de commandes, fiches techniques et tout autre document demandé par le Maître d'œuvre).

La non fourniture des documents précisés ci-avant fera l'objet de pénalités définies dans le C.C.A.P.

ARTICLE 5. VISITES DES LIEUX :

Une visite des lieux est obligatoire, pour chaque entreprise, qui devra prendre contact avec le Maître d'œuvre, au plus tard 8 jours avant la date de remise des offres.

L'entreprise devra, préalablement à cette visite, avoir pris connaissance du dossier.

Cette visite doit lui permettre d'appréhender toutes les difficultés et contraintes du chantier.

Lors de cette visite, l'entreprise se verra remettre une attestation de visite des lieux.

L'entreprise aura étudié, pour l'établissement de son offre, de façon approfondie, le dossier de consultation et donnera un prix forfaitaire pour l'ensemble des travaux à réaliser. Ainsi, une omission sur un plan ou dans le devis descriptif, ne saurait le soustraire à exécuter les ouvrages tels qu'ils sont, soit dessinés, soit décrits. Sauf stipulation contraire, le fait de devoir la pose entraînera la fourniture et le raccordement du matériel demandé.

Il lui appartiendra de signaler en temps utile, et obligatoirement avant la remise d'offres, les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis, et de demander les éclaircissements nécessaires.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché, pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement des installations en ordre de fonctionnement, pour prétendre ultérieurement à des suppléments au montant de son offre ou pour justifier un mauvais fonctionnement.

ARTICLE 6. OFFRES DE PRIX :

Dans leurs offres, les candidats devront :

- Comprendre :
 - Le transport ;
 - La manutention ;
 - Les aciers supplémentaires nécessaires au levage et à l'assemblage des éléments pour assurer leur fonction définitive ;
 - Les protections pendant la durée du chantier ;
 - Le remplacement et la remise en état en cas de dégradation ;

- Le nettoyage ;
- Spécifier les marques, types de matériaux et produits proposés ;
- En fonction des différents types de matériaux et produits proposés, joindre tous les P.V d'essais et avis techniques du C.S.T.B, ou des laboratoires d'essais agréés, en ce qui concerne les caractéristiques techniques suivantes :
 - Classement U.P.E.C ou P.E.I ;
 - Résistance au gel ;
 - Le coefficient de conductibilité thermique ;
 - Le classement de réaction au feu ;
 - La solidité à la lumière ;
 - Type de colle en fonction du revêtement de sol et du support.

ARTICLE 7. CONTRAINTES :

7.1. Généralités :

Chaque titulaire d'un lot doit prendre en compte les contraintes de co-activités avec les autres corps d'état.

Le bâtiment ne devra supporter aucun désordre, lié lors de travaux de démolition, à charge du lot n° 01.

Chaque entrepreneur devra appréhender les contraintes liées aux accès et horaires d'accès du Quartier Capitaine Danjou, afin d'élaborer le planning et d'organiser ses horaires de travail.

7.2. Modalités et contrainte d'accès :

7.2.1. Accès des personnels et des véhicules :

Chaque titulaire devra, dès la période de préparation et au minimum 20 jours avant la date d'intervention prévue, appliquer et respecter les règles définies le 4° RE. Il prendra contact dans ce délai avec le poste de sécurité du Quartier Danjou, pour connaître les modalités d'accès et les horaires d'accès au chantier qui seront concordant avec les horaires d'ouverture du Quartier.

Par ailleurs, l'entreprise pourra se voir interdire l'accès au chantier pour une durée de 09 jours répartis sur une année calendaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation financière ou délais supplémentaires.

7.2.2. Accès au chantier :

L'accès à la zone chantier, (personnels, approvisionnement en matériaux), sera strictement contrôlé par le responsable du chantier, personne physique titulaire du lot n° 01.

Chaque titulaire doit toutes les mesures nécessaires, afin de garantir le maintien de l'état des voiries existantes, depuis l'entrée du quartier jusqu'au lieu d'exécution des travaux.

Un état des lieux à la charge du lot n°01 sera réalisé avant le début des travaux et à la fin de ceux-ci.

Par ailleurs, celles-ci devront rester propre, et ce quel que soit les conditions météorologiques. Si nécessaire le titulaire responsable des dégâts constatés réalisera un nettoyage périodique des voiries empruntées.

Le titulaire du lot n° 01 doit la mise en place de panneautages de signalisation nécessaires pour la sécurité et pour indiquer l'accès au chantier et leur entretien jusqu'à la fin de la livraison.

7.2.3. Contraintes liées au site :

Le 4° RE se réserve le droit, pour activités diverses militaire, d'interdire l'accès au site pour 15 jours ouvrables au cours des travaux, sans qu'il ne soit versé d'indemnité financière aux différentes entreprises titulaires.

ARTICLE 8. PROTECTION INCENDIE :

Vis à vis des règlements de sécurité contre les risques d'incendie, le bâtiment est classé administratif et locaux recevant des travailleurs, notion de résistance au feu des structures : SF/CF 01 heure.

La vérification de la tenue au feu des ouvrages fera l'objet d'une note de calcul indépendante, justifiant les performances, en tenant compte du nouveau classement de résistance au feu des produits et des systèmes de construction :

- Plafond coupe-feu 01 heure sur l'ensemble des niveaux ;
- Distribution intérieure :
 - o Parois verticales entre locaux et circulation : CF 1 heure ;
 - o Bloc porte PF : ½ heure ;
- Les locaux de stockages seront traités comme des locaux à risques : parois CF 02 heures et porte CF 1 heure avec ferme-porte.

ARTICLE 9. ESSAIS ET CONTROLES :

Les conditions dans lesquelles sont réalisées les essais de contrôle et les épreuves sont définies au CCAP et aux articles 24 et 38 du CCAG travaux.

La nature des envois et contrôles est définie dans le CCTP propre à chaque lot concerné.

ARTICLE 10. PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION :

10.1. Obligations des entreprises :

Les obligations sur lesquelles les entreprises s'engagent comprendront :

- La reconnaissance des réseaux divers pouvant affecter le bâtiment ou son périmètre immédiat ;
- Toutes les démarches d'autorisation se rattachant directement ou indirectement aux travaux et prestations des présents lots ;
- Toutes les D.I.C.T. (Déclaration de Travaux à Proximité de Réseaux) nécessaires et préalables à l'intervention de l'entreprise.

Les entreprises prendront toutes les mesures préliminaires utiles, pour que la visite d'approche et de reconnaissance des lieux puisse se faire en toute sécurité, pour lui-même et ses collaborateurs lors de l'étude du dossier.

Pendant les travaux, les titulaires :

- S'engagent à maintenir :
 - o En bon état de propreté, outre les abords du chantier, la voie militaire empruntées par ses engins et ses véhicules ;
 - o Pendant la durée des travaux, le chantier clos et indépendant, et à entretenir les dispositions nécessaires à la sécurité ;
- Devront :
 - o La réparation à leurs frais de tous les éléments détériorés au cours de la période d'intervention sur le chantier et hors chantier ;
 - o L'ensemble des échafaudages et moyens de levage nécessaires à l'ensemble de ses travaux, y compris transport, montage, location, dépose et l'ensemble des éléments de sécurité, (platelage, garde-corps, ...) ;
- Sont responsables jusqu'à la réception de la protection de ses ouvrages. A cet effet, ils devront prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations. Au cas où il en serait constaté, ils devront remettre en état, entièrement à leurs frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les ouvrages détériorés.

10.2. Responsable du chantier :

Le titulaire du lot n° 01 transmettra au Maître d'œuvre les coordonnées d'une personne physique, qui sera responsable de l'ouverture et de la fermeture du chantier durant toute la durée des travaux. Cette personne devra être présente, en permanence, sur le chantier durant ses heures d'ouvertures.

En fonction de l'évolution du planning d'exécution, il se peut que le lot n° 01 ne soit pas, ou plus en phase travaux, auquel cas, une personne physique du lot n° 02 ou 03, sera responsable du chantier.

La transmission de coordonnées de ses 3 responsables sera réalisée durant la période de préparation.

10.3. Contrôle interne :

Au début de la phase d'exécution, chaque titulaire transmettra les coordonnées du responsable chargé d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Fournitures, quel que soit leur degré de finition, les produits commandés et livrés devront être conformes aux normes et spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- Stockage, les fournitures sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques devront être convenablement protégées ;
- Interface entre corps d'état, chaque responsable s'assurera, en coordination avec le Maître d'œuvre, de la faisabilité des ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état, tant au niveau de la conception que de l'exécution, afin de permettre une bonne réalisation des prestations ;
- Fabrication et mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U et aux règles de l'Art ;
- Essais, les titulaires de lot réaliseront les vérifications ou essais imposés par le D.T.U et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

La vérification initiale des installations électriques, (VIE), est à la charge du lot n° 02, par un organisme agréé. Le certificat de contrôle sera transmis au Maître d'œuvre avant les opérations préalables à la réception.

10.4. Etat des lieux :

Avant et après la phase d'exécution des travaux, un constat des locaux et de ses extérieurs sera réalisé, comprenant :

- La description exhaustive des lieux, compris des désordres apparents ;
- Les planches photographiques.

Ce constat sera obligatoirement réalisé en présence du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage par le lot n° 01.

Tous travaux de remise en état des ouvrages détériorés par l'entreprise, seront réalisés aux frais exclusifs de l'entreprise.

10.5. Installations et aménagement du chantier :

Les installations de chantier feront l'objet d'un plan d'organisation et d'installation de chantier établi par le titulaire du lot n° 01 et soumis au visa du Maître d'œuvre après la validation du coordonnateur SPS.

Des zones extérieures au bâtiment seront affectées à l'entreprise, pour les bureaux, vestiaires, stockage.

Les différentes zones des installations de chantier, (zone vie, bennes d'évacuation des déchets, zone stockage, etc...), seront délimitées.

Il sera mis en place par le titulaire du lot n° 01, un panneau de chantier, portant toutes les indications réglementaires, avant l'expiration de la période de préparation.

Le panneau de chantier sera conforme à l'annexe 02, avec les références :

- Date de commencement et d'achèvement des travaux ;
- Du bâtiment, (destination du bâtiment, surfaces,) ;
- Du Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre ;
- Des entreprises, (noms, adresses et corps d'état).

La clôture sera de type panneaux grillagés de 2.00 m de hauteur, stabilisée par des plots béton. Les contreventements nécessaires au maintien par tous temps sont à prévoir. Des accès piétons et véhicules seront aménagés. La signalisation réglementaire sera apposée sur ces clôtures.

Les matériels et matériaux devront être livrés au fur et à mesure sur le chantier et stockés suivant le plan d'installation du chantier. Les stockages de matériels et matériaux seront sous la responsabilité de chaque entreprise. Elles seront responsables de tous vols ou disparitions en cours de travaux et devront le remplacer à leur frais.

Le titulaire du lot n° 01 devra l'aménagement, l'ameublement, l'entretien et le ménage des installations de chantier de façon hebdomadaire, durant toute la durée du chantier, même si cette dernière n'est plus présente sur le chantier, notamment :

- Le fléchage de l'accès au chantier depuis l'entrée de la caserne, (à entretenir et maintenir pendant toute la durée du marché) ;
- La signalisation et la délimitation de l'emprise des travaux, par les moyens adaptés selon les risques d'interférences avec les occupants du Quartier ;
- Les installations :
 - o D'hygiène et de sécurité nécessaires aux personnels de chaque lot réalisant les travaux, (locaux vestiaires, WC, sanitaires, réfectoires, etc...) ;
 - o De salles de réunions et de restauration, pouvant accueillir une dizaine de personnes. Elles seront équipées de mobiliers, (tables, chaises, 3 armoires, tableaux aimantés et

- aimants), chauffée, d'une fontaine à eau fraîche, (y compris les consommables : eau, gobelets, etc.), dont une armoire vestiaire fermant à clé destinée au Maître d'œuvre ;
- De sapines d'accès ou tour escalier en façades Nord et Ouest ;
- Garde-corps provisoire au niveau de la toiture terrasse ;
- Goulotte d'évacuations en façade Sud ;
- Les clés des salles de réunion et de restaurations seront données à chacun des intervenants titulaires sur ce chantier à minima : maître d'œuvre, 03 titulaires ;
- Fourniture de casques de chantier, « VISITEURS », dans la salle de réunion, (15 minimum) ;
- L'installation de bennes d'évacuation des déchets de chantier, (à remplacer autant que nécessaire), destinées aux menus déchets de chaque lot. Le tri sélectif sera réalisé à charge du lot n° 01, durant toute la durée du chantier.

Les sapines d'accès ou tour escalier seront fixes et/ou mobiles. Toutes précautions seront prises de manière à assurer la sécurité des ouvriers, notamment :

- Les fixations des éléments au moyens de tiges filetées et douilles scellées ;
- Les espacements entre façade et échafaudage suivant prescriptions OPPBTP ;
- La protection des passages d'accès par platelage et polyane ;
- Le panneau d'interdiction d'accès aux échafaudages ;
- Le titulaire sera tenue de mettre en place les dispositifs de sécurité supplémentaires, sur simple demande du Maître d'œuvre et du coordinateur SPS.

Après le repliement des installations de chantier, en fin de chantier, l'entreprise titulaire du lot n° 01 doit le nettoyage et la remise en état du terrain.

Les prestations incluent : l'installation, le repliement et la remise en état des abords.

10.6. Traitement des déchets :

Chaque titulaire d'un lot devra l'évacuation, la gestion et le suivi de l'ensemble de ces déchets de chantier, qu'ils proviennent des travaux réalisés à proprement parlé ou qu'ils proviennent de l'activité du chantier y compris les fournitures. Les évacuations doivent avoir lieu périodiquement, en fonction du volume des déchets, en décharge agréée, après réalisation du tri sélectif.

Afin d'assurer la traçabilité réglementaire des déchets issus du présent marché, la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants ou non dangereux, est assurée via l'utilisation de l'outil numérique gratuit « Trackdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>), développé par le Ministère de la Transition Ecologique.

Les Titulaires s'assureront de la création des bordereaux de suivi de déchets (BSD) via Trackdéchets. Ces BSD sont créés soit par le Titulaire, soit par le transporteur.

Les Titulaires s'assureront que les BSD sont générés à minima cinq (5) jours avant l'enlèvement des déchets. Dès création du document, le Titulaire en informe par courriel l'Acheteur (=producteur).

Les entreprises de transport, collecte et traitement des déchets non dangereux, intervenant au profit du Titulaire, sont obligatoirement inscrites sur Trackdéchets.

Les informations relatives au chantier sont les suivantes :

4ème Régiment Etranger – Quartier Danjou – Bâtiment n° 026

CASTELNAUDARY (11)

Cercle-mess et stage RHL

Rénovation de la cuisine du château des Cheminières

L'Acheteur transmet aux titulaires les codes et numéros concernés lors de la première réunion après notification du marché.

Lorsque les BSD sont créés par le transporteur, les titulaires fourniront à celui-ci les informations relatives aux déchets, (codes, quantités estimées, n° de certificat d'acceptation préalable, etc...).

En cas de manquement, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 4.3.1.9 du CCAP.

10.7. Accès au chantier :

Accès par l'entrée principale du bâtiment n° 026 et l'entrée du local n° 004.

10.8. Branchement provisoires :

Les titulaires des lots n° 02 et 03 assureront la mise à disposition d'une source d'électricité et des points d'approvisionnement en eau et assainissement, en se raccordant sur les réseaux existants pour le besoin des travaux de chaque lot, par la mise en place de compteurs divisionnaires, pour l'eau et l'électricité, compris toutes démarches administratives.

Le titulaire du lot n° 02 assurera également l'éclairage provisoire de chantier dans le bâtiment pour l'ensemble des lots.

Ces branchements, compteurs d'électricité, candélabres, luminaires, divers provisoires, resteront sur le chantier tant qu'ils seront nécessaires à un corps d'état quelconque, dans les limites du délai contractuel.

Un relevé contradictoire des compteurs, avec le représentant du Maître d'œuvre sera effectué au début et à la fin des travaux, afin d'établir les factures de consommation, qui seront à la charge des entreprises titulaire des lot n° 02 et 03.

L'entreprise titulaire du lot n° 03 assurera la continuité de service en chauffage dans le bâtiment, par la mise en place de radiateurs dans les locaux chauffés. Les consommations d'énergie sur ce comptage et relative à la mise en place de ses radiateurs sont à la charge du lot n° 03.

10.9. Coupures des fluides :

Ayant fait l'objet d'informations précises, (heure, durée, ...), l'entreprise devra rédiger une note méthodologique à faire approuver par le maître d'œuvre en prenant toutes les mesures conservatoires nécessaires.

Des dispositions préventives seront explicitées au démarrage du chantier pour un rétablissement immédiat du service interrompu.

L'entreprise devra en tenir compte dans son offre et prendre les mesures préventives nécessaires.

Les locaux du château non concernés par les travaux, salles de réceptions, bar, sanitaires, circulations, etc..., resteront fonctionnelles durant la phase d'exécution des travaux, de fait, les réseaux, d'eaux usées, d'eaux froides, d'eaux chaudes sanitaires, électriques, chauffage, alarme incendie, doivent rester en activité pour les zones du château, hors du périmètre de travaux.

10.10. Mise en œuvre de sources de chaleur :

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile, (chalumeau, lampe à souder...), fera l'objet d'un permis feu auprès du chargé de prévention du 4° RE. Pour la réalisation de ce dernier, seront transmis au Maître d'œuvre :

- La nature, le lieu, la date et la durée du travail à réaliser ;
- Les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie ;
- Les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

10.11. Point particulier des produits dangereux :

Tous les produits dangereux tels que bouteille de gaz, ou batterie au lithium, seront évacués du chantier en fin de journée.

10.12. Réservations, percements et trous :

Les réservations, percements, trous pour scellements et passages de réseaux divers sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot n° 01, concernant tous diamètres et tous lots confondus, dans la mesure où les emplacements sont fournis en temps utile par les entreprises titulaires des autres lots.

Pour les passages des canalisations dans les ouvrages en béton armé ou banché, ou traversées de planchers et de murs, y compris ceux en ossatures bois, les entreprises concernées fourniront des fourreaux à l'entreprises du lot n°01, qui en assurera la pose et le scellement.

L'entreprise titulaire du lot n°1 en devra les rebouchages.

10.13. Niveau d'arase des sols :

L'arase brute des éléments en béton armé ou en bois sera arrêtée en fonction des revêtements de sols prévus et ce, par rapport aux niveaux des sols finis indiqués sur les plans.

ARTICLE 11. PROTECTION DES PERSONNES :

Les zones en travaux seront clôturées, strictement isolées et interdites d'accès par des protections efficaces contre les chutes d'objets, projection, obstacles de toutes natures.

Un permis feu devra être réclamé par l'entreprise, au chargé de prévention du site par l'intermédiaire du maître d'œuvre, qui en aura besoin dans le cadre de travaux, « points chauds », (soudure, meulage, découpage).

Le port des éléments de protection individuelle est obligatoire sur la zone de chantier.

Si l'entreprise ne respecte pas ces mesures, son personnel sera renvoyé immédiatement jusqu'à la régularisation de la situation.

ARTICLE 12. PROTECTION DES OUVRAGES :

L'ensemble des ouvrages conservés devra être protégé efficacement lors des travaux de démolition. Reste à charge, la mise en place de protections adaptées, (note méthodologique soumise à l'approbation du maître d'œuvre), de tous les matériels existants du Commissariat des Armées, cette liste n'étant pas exhaustive : plonges, fours, pianos de cuisson, hotte, armoires froides, point de chauffe, bain marie, etc...

Tout titulaire d'un lot a la responsabilité de la protection des ouvrages réalisés par ses soins, jusqu'à la réception de l'ensemble.

Sont totalement proscrits :

- La chute de matériaux ;
- Les effondrements même partiels ;

- L'amoncellement de gravats sur les planchers ou aux abords du bâtiment, (évacuation au fur et à mesure des démolitions).

Un repérage préalable, (traçage, réunion, ...), sera effectué en présence du Maître d'œuvre, pour identifier les éléments à démolir avant toute action.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place les matériaux provenant des démolitions.

Le Maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre auront la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements provenant des déposes et démolitions. Ils seront à déposer avec soins, à trier et à ranger par l'entreprise, dans l'enceinte du chantier, aux emplacements indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

La protection des ouvrages doit tenir compte, des interventions des autres corps d'état sur, ou à proximité immédiate des ouvrages concernés :

- Le titulaire du lot n° 01, concernant :
 - o La S.T peinture doit assurer la protection des surfaces livrées par d'autres corps d'état et susceptibles d'être tachées, ou attaquées par les produits qu'il utilise ;
 - o La S.T menuiseries devra assurer la protection qui leur incombe, des menuiseries extérieures et intérieures, notamment les portes palières ;
- Le titulaire du lot n° 03, Plomberie – Chauffage – Ventilation – Climatisation – Chambres froides, devra assurer la protection des appareils.

Tout élément endommagé lors des travaux, devra être immédiatement signalé au maître d'œuvre et à l'utilisateur. Dans l'hypothèse où des détériorations seraient constatées durant la phase d'exécution, elles seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance. Si l'auteur des dégradations ne peut être identifié, la remise en état sera à la charge du compte prorata. Ces réparations ou remises en état, quoi qu'étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraîneront pas d'augmentation de ce délai.

Un procès-verbal sera réalisé, entre le maître d'œuvre et le titulaire, en période de préparation, concernant les matériels en place, en complément de l'article 08.4 : Etat des lieux.

ARTICLE 13. NETTOYAGE :

En phase d'exécution, le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant.

Chaque entreprises titulaire d'un lot est responsable du nettoyage de son poste de travail, de l'enlèvement de ses gravois à l'avancement, chaque fois que leur volume l'exigera ou à la demande du Maître d'œuvre ou du Maître de l'ouvrage.

Elles doivent le nettoyage parfait des locaux dans lesquels elle travaillent, ou qu'elles empruntent, pour l'exécution de ses travaux.

En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre, débarrassé de tous gravois ou matériaux de démolition.

13.1. Nettoyage avant les opérations préalables à la réception, (OPR):

L'entreprise titulaire du lot n° 01 doit l'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place et le nettoyage des ouvrages ou équipements qui étaient protégés, en particulier :

- o Le balayage, aspiration, lavage des locaux ayant fait l'objet de travaux de peintures ;
- o Le nettoyage des vitres, dépoussiérage des rebords de fenêtres, etc... ;

- Le balayage, aspiration, lavage des autres locaux, cages d'escaliers, abords du bâtiment, extérieurs, compris les emplacements des installations de chantiers.

13.2. Nettoyage final avant la livraison :

L'entreprise titulaire du lot n° 01 doit :

- Le dépoussiérage ;
- Le balayage, aspiration, lavage des locaux ;
- Le nettoyage final des :
 - Vitres ;
 - Sanitaires ;
 - Escaliers ;
 - Combles ;
 - Plénums des plafonds ;
 - Des dégagements ;
 - Extérieurs et abords.

ARTICLE 14. FORMATION DES UTILISATEURS ET DES CHARGES DE MAINTENANCE :

Le Maître d'œuvre organisera, en liaison avec les entreprises, les formations à dispenser aux utilisateurs et aux chargés de maintenance, relatives à l'utilisation et la maintenance de l'ensemble des équipements et ouvrages réalisés.

Les bénéficiaires de ces formations se verront remettre un support papier de synthèse de la formation et une attestation nominative précisant la nature de la formation.

Ces formations devront avoir été dispensées avant la livraison.

ARTICLE 15. GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE :

Les entreprises assureront une garantie totale pendant une année à compte de la date de réception. Au cours de cette période, l'entrepreneur devra assurer le remplacement ou la réparation à ses frais de tous les éléments défectueux et prendra à sa charge tous les frais de reprise entraînés par la défaillance des ouvrages.

La période de garantie sera étendue à la durée de garantie des constructeurs pour les matériels dont la couverture est supérieure à un an. Les garanties biennales et décennales seront également assurées par les entreprises.

Les garanties ne s'appliqueront pas aux conséquences d'une mauvaise utilisation ou d'un manque d'entretien.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine des garanties des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.